

ASSEMBLÉE NATIONALE

4 décembre 2013

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET FORÊT - (N° 1548)

Retiré

AMENDEMENT

N ° CE126

présenté par

M. Caullet, rapporteur pour avis au nom de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire

ARTICLE 29

Après l'alinéa 24, insérer les deux alinéas suivants :

« 9° *bis* Après l'article L. 122-3, il est inséré un article L. 122-3-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 122-3-1.* - Les documents de gestion mentionnés au *a)* du 1° et au *a)* du 2° de l'article L. 122-3 et régulièrement entrés en vigueur ne peuvent être modifiés par voie réglementaire. » ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La gestion forestière n'est pas comparable aux autres domaines de la gestion publique : elle s'opère sur un temps long et seule une mise en œuvre dans la durée peut générer les effets positifs escomptés. De la sorte, et compte-tenu de l'investissement lourd que représente leur conception, il n'est pas envisageable que les documents de gestion forestière puissent être altérés par voie réglementaire au cours de leur période de validité. La filière forestière a besoin de stabilité normative.

Le présent amendement suggère que les documents de gestion forestière ne peuvent être modifiés par voie réglementaire dès lors qu'ils sont régulièrement entrés en vigueur. Cette disposition induit, d'une part, qu'il sera toujours loisible au législateur d'intervenir en cas de changement manifeste de circonstances de droit ou de fait et, d'autre part, que de nouvelles prescriptions réglementaires ne seront intégrées aux documents de gestion qu'à l'occasion de leur renouvellement.